



**PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES
ALIMENTAIRES COMITÉ DU CODEX SUR L'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES
Quarante-neuvième session Ottawa (Canada)
11-15 mai 2026**

**PROPOSITION DU PRÉSIDENT DU CCFL — REVISIONS DES CONCLUSIONS DU RAPPORT DU GTE
ET OPTIONS PROPOSÉES**

(Préparé par le Président du CCFL)

**Point 2.1 de l'ordre du jour — Utilisation de la mention «pays de récolte» en complément de la
déclaration obligatoire du pays d'origine dans l'étiquetage des épices**

Le Président du Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires (CCFL) félicite les présidents et co-présidents du Groupe de travail électronique (GTE) et toutes les personnes participantes pour le travail approfondi réalisé sur cette question, ainsi que pour l'esprit de coopération et la volonté dont ils ont fait preuve afin de trouver un terrain d'entente et une voie à suivre. Ce travail a permis de cerner les problèmes de fond et devrait fournir au CCFL une base pour progresser.

Le Président du CCFL a pris en considération l'historique des discussions sur ce dossier, notamment les observations formulées en réponse à la CL 2025/07— FL, qui ont alimenté les travaux du GTE, le rapport du GTE figurant dans le document CX/FL 26/49/2 Add.1, ainsi que les réponses à la CL 2026/28-FL figurant dans le document FL49/CRD04. Cette proposition est destinée à faciliter une discussion productive en séance plénière, en vue de parvenir à un consensus et d'achever les travaux sur cette question au CCFL49.

Il a été rappelé au CCFL que:

- La CAC47 a invité le CCFL49 à examiner les questions liées à l'utilisation de la mention «pays de récolte» dans l'étiquetage des épices et à proposer des options qui tiennent compte des préoccupations exprimées par les membres du Codex (REP24/CAC par. 189 v).
- La CAC47 a convenu que la Norme pour les parties florales séchées — safran séché soit publiée avec le titre de la section 8.3 «Pays d'origine et pays de récolte» et accompagnée du texte associé suivant «à élaborer», et que CAC49 puisse réexaminer cette question à la lumière de tout avis reçu du CCFL49, conformément à la voie de travail établie (REP24/CAC par. 196).
- Les délégations sont invitées à poursuivre l'exploration de solutions créatives à cette question et à éviter une répétition des discussions passées sur l'étiquetage obligatoire du pays de récolte, qui n'avaient pas permis d'aboutir à un consensus. Un esprit de compromis de la part des participants et participantes sera essentiel pour parvenir à un consensus.

Proposition du Président du CCFL:

Dans les réponses à la CL 2026/28— FL, figurant dans le document [FL49/CRD04](#), le Président du CCFL relève un accord général selon lequel l'un des principaux enjeux est la nécessité d'une compréhension et d'une application plus cohérentes des dispositions relatives à l'étiquetage de l'origine. Les conclusions 1 à 9 ont été largement considérées comme des orientations horizontales pertinentes en matière d'étiquetage, en particulier en ce qui concerne la relation entre le pays d'origine, le changement de nature des denrées alimentaires et le pays de récolte, et un large soutien a été exprimé en faveur de leur transmission au CCSCH (sous réserve de certaines modifications). Un soutien unanime a également été exprimé en faveur de l'organisation d'ateliers d'information ou de séances parallèles. Le CCFL49 est invité à examiner les options suivantes:

- 1- Approuver les conclusions 1 à 9 (avec modifications) afin qu'elles soient utilisées comme principes directeurs pour appuyer le CCSCH lors de la détermination des dispositions d'étiquetage propres aux produits relatives à l'origine (voir annexe I).
- 2- Faire part de ces conclusions au CCSCH.
- 3- Demander au Secrétariat du Codex d'envisager la tenue d'un atelier ou d'une séance parallèle lors du CCSCH sur l'ensemble des textes du CCFL relatifs à l'étiquetage, afin de renforcer la cohérence et la

cohésion entre les comités dans l'élaboration des dispositions d'étiquetage propres aux produits, et de promouvoir un processus d'approbation plus efficace.

- 4- En ce qui concerne la Norme pour les parties florales séchées — safran séché, le Président du CCFL note un accord général selon lequel les renseignements recueillis par le GTE peuvent être utilisés pour finaliser les dispositions de la section 8.2 de la norme. Plusieurs idées ont été proposées sur la base d'un accord général selon lequel, dans le cas du safran, le pays d'origine est le même que le pays de récolte. Le Président du CCFL invite le CCFL49 à examiner les propositions de texte suivantes pour la section 8.2:

Options relatives aux dispositions de la section 8.2 Pays d'origine et pays de récolte

Option I

- a) 8.2.1 Le pays d'origine doit être indiqué*.

8.2.2 Pays de récolte (voir point 8.2.1).

8.2.3 Région de récolte et année de récolte (facultatif).

*Note de bas de page: pour cette norme, le pays d'origine est le même que le pays de récolte.

Option II

- b) 8.2.1 Le pays d'origine/pays de récolte doit être indiqué*

8.2.2 Région de récolte et année de récolte (facultatif).

*Note de bas de page: pour cette norme, le pays d'origine est le même que le pays de récolte.

Option III

- c) 8.2.1 Le pays d'origine doit être indiqué*.

8.2.2 Région de récolte et année de récolte (facultatif).

*Note de bas de page: pour cette norme, la déclaration du pays de récolte satisfait à l'exigence relative au pays d'origine.

REVISIONS DES CONCLUSIONS DU GTE

Les révisions proposées visent à tenir compte des observations formulées en réponse à la CL 2026/28— FL, telles que publiées dans le document [FL49/CRD04](#). Les modifications proposées figurent en **caractères gras et soulignés**, tandis que les suppressions sont indiquées en texte barré. De même, les nouveaux titres proposés ont été ajoutés à chaque conclusion.

Conclusion 1 — Rôle du CCFL et application des dispositions horizontales en matière d'étiquetage

Le CCFL est l'organe subsidiaire de la CAC chargé d'élaborer des normes et textes connexes relatifs à l'étiquetage des denrées alimentaires; il est bien placé pour aider les comités de produits à mieux comprendre l'étiquetage des aliments en général, notamment les dispositions horizontales en matière d'étiquetage figurant dans les textes du CCFL et applicables à tous les aliments. Le CCSCH et les autres comités de produits ont la possibilité de soumettre au CCFL, à un stade précoce de la procédure par étapes, les questions nécessitant une contribution en matière d'étiquetage, afin d'éclairer l'élaboration des dispositions d'étiquetage avant de solliciter leur approbation. Selon les besoins, d'autres moyens permettant au CCFL de fournir des directives aux comités de produits **du point de vue de l'étiquetage** pourraient également être envisagés, tels que des ateliers organisés parallèlement aux séances.

Conclusion 2 — Application des directives générales à l'étiquetage de l'origine

Tous les renseignements figurant sur l'étiquetage, **y compris les mentions d'origine**, qu'ils soient obligatoires ou volontaires, sont soumis aux directives générales énoncées à la section 3 de la *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985), laquelle interdit tout étiquetage faux, trompeur ou de nature à induire en erreur. Cette disposition générale s'applique **également** aux mentions obligatoires relatives à l'étiquetage du pays d'origine. Lorsqu'ils sont lus conjointement avec les dispositions relatives au pays d'origine figurant dans la GSLPF (CXS 1-1985) ainsi qu'avec les exigences d'étiquetage propres aux produits, ces directives générales montrent clairement que toute déclaration fausse, trompeuse ou de nature à induire en erreur concernant le pays d'origine est interdite par les textes existants du Codex. Un exemple de déclaration d'origine trompeuse non autorisée en vertu de ces dispositions serait l'indication, comme pays d'origine d'une denrée alimentaire, du pays où elle a été emballée, lorsque cette denrée est importée sous forme prête à la consommation depuis un pays producteur vers le pays d'emballage et qu'aucune transformation ni production n'a lieu dans le pays d'emballage.

Conclusion 3 — Interprétation de la notion de «changement de nature de la denrée alimentaire» au titre de la CXS 1-1985

La section 4.5.2 du GSLPF (CXS 1-1985) stipule: *«Lorsqu'une denrée alimentaire subit dans un deuxième pays une transformation qui en change la nature, le pays où cette transformation est effectuée doit être considéré comme étant le pays d'origine aux fins de l'étiquetage.»* Lors de l'examen de l'étiquetage des denrées alimentaires, il importe de déterminer à quel stade la denrée a **subi une transformation ayant modifié sa nature**, c'est-à-dire le moment où elle a acquis la forme sous laquelle elle est présentée **avant d'être** emballée et vendue aux consommateurs, puisque cette étape détermine le pays d'origine aux fins de l'étiquetage.

Le CCFL ne dispose pas toujours de l'expertise nécessaire pour évaluer les procédés spécifiques auxquels les produits sont soumis ni quant à la manière dont ceux-ci peuvent, ou non, entraîner un changement de nature. Toutefois, de manière générale, lorsqu'un procédé aboutit à une denrée nouvelle et différente portant une nouvelle dénomination (comme indiqué à la section 4.1 de la GSLPF), cela serait probablement considéré comme un changement de nature. À l'inverse, lorsqu'un procédé ne donne pas lieu à une denrée nouvelle et différente, il ne serait généralement pas considéré comme entraînant un changement de nature. Des renseignements considérables ont été recueillis dans le cadre de la CL et du GTE afin de permettre des clarifications quant à la question de savoir si certaines étapes de transformation entraînent un changement de nature; par exemple, l'emballage, le tri et le classement ne seraient pas considérés comme modifiant la nature de la denrée alimentaire. Ces clarifications pourraient être utiles au CCSCH dans l'examen futur des dispositions relatives à l'étiquetage.

Conclusion 4 — Étiquetage lorsque le pays d'origine et le pays de récolte sont identiques

Lorsque le pays de récolte et le pays d'origine d'une épice sont identiques, une seule mention d'origine suffit, ce qui permet d'éviter les redondances et les risques de confusion tout en réduisant la charge pour l'industrie. **Cette équivalence pourrait être explicitement indiquée, le cas échéant, dans la norme de produit concernée.** Le safran séché a été cité par les membres du GTE comme exemple de produit pour lequel le pays de récolte et le pays d'origine sont identiques. Dans ces situations, le respect de l'exigence obligatoire relative à l'indication du pays d'origine consiste à déclarer le pays de récolte.

Conclusion 5 — Détermination du pays d'origine lorsque le pays de récolte diffère

Lorsque le pays d'origine et le pays de récolte d'une ~~épice ou herbe culinaire~~ **denrée alimentaire** sont différents, le pays d'origine est le pays dans lequel le changement de nature s'est produit. Des exemples, dans le cas des épices et des herbes culinaires, de situations où le pays de récolte et le pays d'origine diffèrent incluent les gousses de vanille récoltées dans un pays puis transformées dans un autre pays pour devenir de l'extrait de vanille, lequel constitue une denrée nouvelle et différente non couverte par la norme du CCSCH. Un autre exemple est celui d'un mélange d'épices pour paella, constitué notamment de poudre d'ail et de safran séché — ce mélange constitue une nouvelle denrée alimentaire pouvant être élaborée dans un second pays différent de celui où les épices individuelles ont été récoltées. Dans ces cas, le pays d'origine aux fins de l'étiquetage est le pays dans lequel la transformation a donné lieu au produit final, et les dispositions de la GSLPF (CXS 1-1985) **s'appliquent** clairement dans ces cas, qui n'impliquent pas de denrées alimentaires soumises aux normes du CCSCH.

Conclusion 6 — Compréhension et définition du «pays de récolte»

La notion de pays de récolte est généralement comprise comme le pays dans lequel une épice ou une herbe culinaire est cultivée et récoltée. Étant donné que le terme « récolte » est déjà défini dans le glossaire des termes du CCSCH comme « l'action ou le processus de collecte des cultures agricoles », et que ce terme est utilisé dans plusieurs textes du CCSCH, l'élaboration d'une définition du pays de récolte pourrait présenter un intérêt limité. Bien que cela ne fasse pas obstacle à la résolution des questions en suspens, il convient de déterminer s'il s'agit de la meilleure utilisation des ressources du Codex et de ses membres. La question fondamentale ne réside pas dans la compréhension du terme, mais plutôt dans les implications en matière d'étiquetage lorsque le pays d'origine et le pays de récolte sont identiques ou différents. **Si le pays de récolte doit être défini, le CCFL n'est pas l'organe du Codex approprié pour le faire.**

Conclusion 7 — Déclaration de plusieurs pays d'origine pour les épices mélangées

Des produits présents dans le commerce international peuvent être constitués de mélanges d'un même type d'épice ou d'herbe culinaire provenant de différentes origines et conditionnés ensemble. Un exemple serait un conditionnement de safran séché contenant du safran séché originaire d'Iran ainsi que du safran séché originaire d'Inde. Cela peut se produire lorsque des épices sont exportées en vrac, dans des contenants non destinés à la vente au détail, depuis les pays où elles ont été récoltées et séchées, vers un autre pays où elles sont ensuite regroupées et étiquetées à partir de toutes ces sources. Cela peut également se produire lorsqu'un pays producteur importe une épice en vrac, la mélange avec la même épice qu'il produit, puis les conditionne ensemble. Dans ces cas, les épices ou herbes culinaires contenues dans l'emballage proviennent de plusieurs pays d'origine, et leur conditionnement conjoint ne modifie pas leur nature. Ces épices ou herbes restent couvertes par les normes du CCSCH.

Les dispositions générales existantes de la GSLPF (CXS 1-1985), bien que n'étant pas explicites sur la manière d'étiqueter les mélanges d'un même produit provenant de plusieurs origines, n'empêchent pas l'indication de plusieurs pays d'origine lorsque cela est le cas. **En outre, tous les pays d'origine doivent être indiqués lorsque leur omission est susceptible d'induire le consommateur en erreur, conformément à la section 3.1 de la norme CXS 1-1985.**

Conclusion 8 — Mentions volontaires sur l'étiquetage et textes applicables du Codex

De manière générale, des mentions ou allégations facultatives peuvent figurer sur l'étiquetage des denrées alimentaires, à condition que ces informations ne soient ni fausses ni trompeuses. Dans tous les cas, toute mention ou allégation volontaire est soumise aux textes du CCFL applicables à toutes les denrées alimentaires, y compris les directives générales de la section 3 de la GSLPF (CXS 1-1985), qui interdisent l'étiquetage faux ou de nature à induire en erreur, ainsi que les directives générales concernant les allégations, qui fournissent des orientations supplémentaires. Cette possibilité d'inclure des mentions facultatives, telles que la déclaration optionnelle du pays de récolte, peut être prévue dans les normes du Codex, mais il n'est pas nécessaire qu'elle y soit explicitement spécifiée pour que de telles informations volontaires puissent être fournies.

Conclusion 9 — Champ d'application des dispositions du Codex en matière d'étiquetage et mandat du CCFL

Les dispositions relatives à l'étiquetage établies par le Codex ont pour objectif de traiter des questions de santé et de sécurité ainsi que des pratiques loyales dans le commerce. Le Codex ne fixe pas d'exigences en matière d'étiquetage visant à promouvoir des denrées alimentaires ou à conférer un avantage concurrentiel aux exploitants du secteur alimentaire ou aux pays producteurs. Les intérêts liés à la promotion de produits sur la base du pays de production, des caractéristiques régionales ou d'autres qualités **peuvent être exprimés au moyen de mentions ou d'allégations volontaires sur l'étiquetage.** L'étiquetage à des fins promotionnelles et autres déclarations de ce type sont soumis aux *Directives générales codex concernant les allégations* (CXG 1-1979) ainsi qu'aux autres exigences générales en matière d'étiquetage. Les membres peuvent également envisager d'autres mécanismes en dehors du CCFL permettant de soutenir la promotion

de denrées issues de régions spécifiques, tels que les indications géographiques.